

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LE CHÔMAGE—LES PRÉVISIONS DU MINISTRE QUANT À LA
RÉSORPTION—LES EFFETS DU PROGRAMME ANTI-INFLATION—
LA POSSIBILITÉ D'UNE RÉVISION

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser ma question au ministre des Finances. Étant donné que 784,000 Canadiens sont en chômage, soit 53,000 de plus qu'en mai dernier, et que le chômage atteint 7.6 p. 100, soit un demi-point de plus qu'en mai, le ministre nous dirait-il s'il prévoit une amélioration de cette situation tragique, compte tenu du fait que dans son exposé budgétaire de mai dernier, il a prédit que le chômage:

... devrait, à court terme, rester à peu près au niveau de la tendance récente, puis baisser progressivement à mesure que la reprise s'affermira.

Cela ne s'est pas produit, de sorte que maintenant des milliers de Canadiens chôment inutilement et bon nombre sont dans la misère.

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, en effet, le député en a fait mention vers la fin de mon exposé budgétaire de mai et, manifestement, la reprise escomptée ne s'est pas matérialisée. L'analyse du relevé de la population active pour le mois d'octobre est en cours. Cette analyse révèle certaines différences régionales au Canada, surtout en Ontario, par suite de la grève de la société Ford au moment où l'on faisait le relevé, ainsi que des problèmes régionaux critiques dans l'est du Canada. Pour l'instant, je n'ai pas l'intention d'annoncer de changements.

M. Stevens: Le ministre ayant admis que la reprise escomptée dans son budget ne s'est pas matérialisée, et comme la création d'emplois est pratiquement au point mort depuis janvier—l'emploi a effectivement fléchi depuis mars—le ministre peut-il nous dire s'il croit encore que l'économie canadienne va offrir 250,000 nouveaux emplois cette année comme il l'a dit dans son budget du 25 mai? Ne convient-il pas que le programme anti-inflation a freiné la reprise de notre économie et nous a coûté des dizaines de milliers d'emplois?

M. Broadbent: C'est de votre programme que vous parlez, mon ami.

M. Stevens: Si le ministre estime que le programme anti-inflation n'a pas aggravé le chômage, accepterait-il—de préférence, avant Noël—de le soumettre à l'examen du Parlement sans plus tarder?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, je ne pense pas que ce soit à cause du programme de lutte contre l'inflation que le produit national brut a peu progressé. Je signale au député que nous connaissons les mêmes problèmes que les États-Unis et en fait que tous les autres pays de l'OCDE; après une récession, la reprise est lente.

M. Broadbent: il y a un nouveau gouvernement aux États-Unis.

M. Macdonald (Rosedale): Il me semble que, dans la situation actuelle, notre principale préoccupation devrait être le

Questions orales

niveau de l'inflation au Canada; le député nous conseille de ne plus penser à l'inflation, mais sa proposition n'est pas fondée.

M. Hnatyshyn: Il n'a jamais dit cela.

LE CHÔMAGE—L'EFFET DES DÉDUCTIONS TARIFAIRES

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Les députés savent que je n'ai jamais dit que l'inflation au Canada ne posait pas un grave problème à l'heure actuelle.

M. Baker (Grenville-Carleton): Le gouvernement est également un grave problème.

M. Stevens: Ce qui a contribué à accroître le taux de chômage, c'est la détérioration de notre position commerciale, surtout dans le domaine des biens manufacturés, car nous accusons à ce chapitre un déficit de 10 milliards de dollars; aussi, le ministre pourrait-il nous dire s'il envisage de modifier notre position dans les négociations commerciales que nous menons à Genève ou ailleurs, et surtout s'il compte revoir les modifications tarifaires prévues dans son budget de mai, car il a dit à ce moment-là que ces réductions seraient supprimées si elles compromettaient gravement la situation de l'emploi ou la production au Canada?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Je vais revenir sur ma réponse précédente. Le député dit que l'inflation le préoccupe, mais en fait il a peur qu'on ne prenne aucune mesure pour la juguler.

Une voix: Tout ce qui vous intéresse, c'est le pouvoir.

M. Macdonald (Rosedale): Je signale au député que le budget de mai dernier proposait des baisses de tarifs sur les biens de consommation, ce qui s'avérerait utile pour continuer de restreindre la hausse des prix à la consommation au Canada. Il me semble que la suggestion du député voulant que nous accroissions les tarifs et, partant, le coût des biens de consommation...

M. Stevens: C'est votre suggestion.

M. Macdonald (Rosedale): ... n'est guère conciliable avec la volonté de lutter contre l'inflation.

* * *

LA MAIN-D'ŒUVRE

LES MOTIFS DU RETARD EN MATIÈRE DE CONSULTATION AVEC
LES PROVINCES AU SUJET DES PROGRAMMES D'EMPLOI

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, qui s'intéresse, je le sais, au chômage ou, tout au moins, à sa stratégie de l'emploi. Étant donné les prévisions de l'Institute for Policy Analysis de l'Université de Toronto et du Conference Board du Canada, comme quoi nous allions connaître une croissance très lente et un taux de chômage encore plus élevé en 1977 et au cours des années suivantes, ce qui bien sûr n'est pas très encourageant pour les chômeurs ou pour ceux qui risquent de le devenir, pourquoi faut-il attendre janvier 1977 pour entamer les consultations avec les provinces au sujet des programmes d'emploi, comme l'envisage la stratégie d'emploi adoptée, et pourquoi le ministre a-t-il déclaré qu'il était, à son avis impossible, de mettre ces programmes en vigueur avant avril 1977?